



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Président de la République

Question au Gouvernement n° 4513

Texte de la question

BILAN DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à Mme Catherine Vautrin, pour le groupe Les Républicains.

Mme Catherine Vautrin. Je voudrais rappeler, à titre liminaire, à notre collègue vice-présidente que la campagne électorale que nous connaissons n'autorise pas tout, que l'on n'utilise pas les drames que connaît notre pays, les victimes, à des fins de démagogie électorale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*) Il est important de réaffirmer notre soutien à toutes les forces de sécurité dans leur diversité.

Monsieur le Premier ministre, les Français voient avec espoir et soulagement ce quinquennat s'achever. À l'heure du bilan, nous nous souvenons tous de la campagne présidentielle de 2012. Comment oublier l'anaphore du candidat Hollande, qui énumérait doctement ce qu'il renierait quelques semaines plus tard ?

Lui Président, s'est vu contesté publiquement par son Premier ministre, aujourd'hui candidat à sa succession.

Lui Président, a demandé à ce que la Cour de cassation soit placée sous l'autorité directe du Premier ministre et a gravement insulté juges et magistrats, sans s'excuser publiquement.

Lui Président, a troqué son exemplarité contre une vie privée étalée dans la presse et les librairies. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – « Eh oui ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Lui Président, a reculé sur des réformes institutionnelles, incapable de tenir sa majorité à l'Assemblée nationale, et la perdant au Sénat.

Lui Président, a gonflé immodérément son gouvernement, inventant des ministères sans attribution.

Lui Président, a vu plusieurs ministres en difficulté avec la justice, dont un menacé de prison ferme.

Lui Président, a dévoyé le statut de l'élu local, créant des parlementaires hors-sol, toujours plus proches des partis, toujours plus loin des Français. (*« Très juste ! » sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

Lui Président, a piétiné les partenaires sociaux avec la loi travail, adoptée avec le 49.3.

Lui Président, a été inaudible lorsqu'on voulait l'entendre, et assourdissant quand la réserve s'imposait.

Mais lui Président, va réussir un pari : recaser ses amis de la France d'en haut,...

M. Marc Le Fur. Eh oui !

Mme Catherine Vautrin. ...socialistes, anciens ministres, élus, membres de cabinets ministériels, que l'on retrouve dans les ambassades, à la Caisse des dépôts, à la Cour des comptes, à la direction des hôpitaux, de Gustave-Roussy, de l'Institut national de la recherche agronomique, de la RATP, du Réseau de transport d'électricité, des institutions culturelles et des universités ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Madame la députée, je dois reconnaître que, pour la première fois depuis que je suis ministre, j'ai du mal à trouver la réponse à une question qui m'est posée. Je vois en effet dans votre question tant de sujets polémiques mêlés les uns aux autres, avec la volonté d'atteindre la personne du Président de la République, que je me dis qu'entre cette question, telle que vous la posez, et la conception que je me fais de l'action publique, du débat public, et du respect que l'on se doit les uns aux autres, au moment où notre pays doit affronter des échéances électorales, il y a vraiment, madame la députée – je vous le dis très sincèrement – un abîme. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

On peut bien entendu, dans la situation électorale qui est la nôtre, se mettre à user de toutes les caricatures, convoquer toutes les outrances, essayer de porter atteinte personnellement à l'adversaire plutôt que de s'en tenir aux projets, aux idées, à la réalité. Je veux vous le dire très nettement : comme ceux qui vocifèrent avec vous, nous vous laisserons seuls sur ce chemin, parce que ce n'est pas ce que les Français attendent d'une grande démocratie, et cela ne correspond pas à la dignité qu'appelle le débat, dans le contexte auquel est confronté notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Laissez-moi vous dire un certain nombre de choses, que vous n'avez pas à l'esprit, sans doute parce que vous préférez la polémique à la réalité. Je vais, en quelques mots, me contenter de vous rappeler la réalité. Lorsque vous étiez en situation de responsabilité, les déficits étaient absolument abyssaux : nous avons trouvé un déficit budgétaire, au moment où nous sommes arrivés aux responsabilités, de plus de 5 % ; nous serons, l'an prochain, à 2,9 %. Nous sommes donc le gouvernement qui, sur les comptes publics, les comptes sociaux, aura contribué à rétablir la situation extrêmement dégradée que vous nous aviez laissée, et dont vous ne parlez pas : il est tout à fait légitime que vous soyez gênés par cela et que vous ayez honte du bilan que vous nous avez légué. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

Nous avons, en quelques années, rétabli les marges des entreprises, procédé à des allègements de charges de près de 40 milliards d'euros pour rétablir leur compétitivité ; nous avons augmenté l'investissement industriel de 3,4 % cette année, ce qui est bien le signe que nous connaissons une situation de reprise économique, et nous avons restauré les marges des entreprises, qui ont retrouvé leur niveau de 2008.

M. Yves Censi. Il faut que Hollande se représente !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. En revanche, sous le gouvernement que vous souteniez, le chômage avait explosé, 750 000 emplois industriels avaient été détruits dans le cadre, d'ailleurs, d'une politique fiscale visant à faire payer toujours plus ceux qui sont les plus défavorisés, pour protéger les plus riches des Français. (« Très bien ! » sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.) Vous n'avez d'ailleurs pas changé, puisque c'est exactement le programme du candidat que vous soutenez à l'élection présidentielle. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Nous avons rétabli les services publics en conférant aux services publics de sécurité des moyens dont vous les aviez privés : alors que vous aviez supprimé 13 000 emplois, nous en aurons créé 9 000. Nous avons redonné

des moyens aux forces de sécurité en augmentant l'investissement dans les matériels qui leur sont nécessaires pour faire face au terrorisme, tandis que vous aviez diminué de 20 % les investissements dont ces forces avaient besoin. Nous aurons recréé 60 000 emplois dans l'éducation nationale, là où vous en aviez détruit 80 000. Nous aurons recréé les conditions de la formation des enseignants, pour que l'égalité des chances soit une réalité. Nous aurons créé les universités d'excellence. Nous aurons dégagé 500 millions d'euros en faveur de bourses supplémentaires. De tout cela, vous ne voulez pas parler : vous préférez l'invective, vous préférez l'antagonisation du pays, vous préférez les polémiques inutiles. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Jacques Myard et M. Guy Teissier. Hollande candidat !

M. Bernard Cazeneuve, *Premier ministre.* Face à cela, ce gouvernement et la majorité seront dans la dignité d'un débat qui appelle la vérité et qui exige aussi que, sur un certain nombre de sujets, nous parlions de ce que les Français attendent de nous. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur quelques bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste. – Huées sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Vautrin](#)

Circonscription : Marne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4513

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 janvier 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 janvier 2017](#)